



Conseil économique et social Segment de haut niveau

Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable

New York, le 07 juillet 2015

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Cette année, le débat de haut niveau de l'ECOSOC, dans lequel s'inscrit la réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, est une «édition spéciale» puisque nous travaillons encore à la mise au point de l'agenda pour l'après-2015. Le nouvel agenda apporte deux changements fondamentaux: l'universalité et l'intégration entre l'éradication de la pauvreté et le développement durable. Sa bonne mise en œuvre ne pourra se faire en envisageant les objectifs séparément, il faudra aussi tenir compte de la cohérence des politiques, des synergies entre elles et des compromis qu'elles s'imposent les unes aux autres.

La définition de l'agenda pour l'après-2015 implique de nombreuses parties prenantes, notamment la société civile et le secteur privé. Le cadre de suivi et de revue de la mise en œuvre devra absolument continuer de s'appuyer sur toutes les parties prenantes de tous niveaux.

Certes, le fondement d'un tel cadre de suivi doit être le niveau national; mais nombre des défis que nous avons à relever nous concernent tous, et ne se prêtent guère à

une réduction à l'échelle nationale ou régionale. Il est donc essentiel d'ancrer la dimension mondiale pour le suivi de la mise en œuvre, en plaçant le Forum politique de haut niveau au cœur de notre action.

La réunion annuelle du Forum organisée sous les auspices de l'ECOSOC donne aux pays l'occasion de procéder à des échanges d'idées et d'expérience, sur la base des rapports intermédiaires nationaux, et à des examens thématiques à l'échelle mondiale. Ces examens thématiques devraient aborder les objectifs de développement durable dans leurs interrelations et comme un tout intégré. Ils pourraient se centrer sur les rapports entre buts et objectifs, et puiser dans la synthèse des apports fournis par les plates-formes concernées des Nations Unies au Forum politique de haut niveau.

Nous pensons qu'il ne sera pas tout de suite possible de procéder à une revue de la mise en œuvre. Au premier cycle quadriennal d'examen, nous considérons que les gouvernements devraient être invités à montrer comment ils transposent les objectifs de développement durable au niveau national, et à présenter leurs engagements nationaux, les approches novatrices et les collaborations multipartites. Dans les cycles suivants, il pourrait leur être demandé de décrire les progrès réalisés dans la mise en œuvre. C'est pourquoi nous serions favorables à ce que la prochaine réunion du Forum politique de haut niveau ait lieu sous les auspices de l'Assemblée générale en 2019, ce qui l'alignerait sur l'examen quadriennal complet.

Aux réunions quadriennales du Forum organisées sous les auspices de l'Assemblée générale de l'ONU, il conviendra que les dirigeants du monde réitèrent leur engagement en vue de la mise en œuvre concrète de l'agenda. Ils disposeront pour cela des conclusions du rapport mondial sur le développement durable; ces constatations factuelles dégageront les succès, les défis et les problèmes nouveaux ou émergents à prendre en compte dans les politiques.

Compte tenu du rôle essentiel du HLPF dans le suivi et la revue de la mise en œuvre de l'agenda de développement post-2015, nous nous attendons à un processus préparatoire plus prévisible, transparent et inclusif et ce afin d'optimiser au maximum les réunions du Forum. À notre avis, il est nécessaire de s'accorder au plus vite sur une

feuille de route indiquant les étapes clés du HLPF pour un suivi et une revue efficaces de nos engagements en faveur du développement durable à l'horizon 2030.

Nous devons aussi veiller à ce que le système de l'ONU soit prêt à assister les pays dans la mise en œuvre de l'agenda pour l'après-2015, et qu'il dispose des moyens de le faire. Nous estimons qu'il serait utile dans ce contexte d'appeler à l'élaboration d'une stratégie à l'échelle du système des Nations Unies qui soit établie au niveau de gestion le plus élevé tel que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination; ce document tracera des axes de déploiement effectif et cohérent dans l'ensemble du système de l'ONU. Les éléments essentiels d'une telle stratégie doivent être repris lors de l'examen quadriennal complet du système de développement des Nations Unies qui aura lieu en 2016.

Mesdames et Messieurs,

Les débats menés cette année dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le développement durable fourniront un apport très utile aux processus en cours. Je rappelle une fois encore l'engagement et la volonté de la Suisse à contribuer au succès du nouvel agenda.

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Mr President

This year's ECOSOC High-Level Segment, including the High-Level Political Forum on Sustainable Development (HLPF) Ministerial Meeting, takes place in a special year, as we are currently finalising the post-2015 agenda. The new agenda marks two fundamental paradigm shifts: the agenda is universal and combines poverty eradication and sustainable development in an integrated manner. To ensure successful implementation it will not be enough to consider the goals individually – we

will also have to consider the policy coherence, synergies and trade-offs between them.

The process of defining the post-2015 agenda has been remarkable in its engagement of multiple stakeholders, including civil society and the private sector. In the future, the monitoring, follow-up and review framework must continue to engage all countries and stakeholders at all levels.

While any robust monitoring, follow-up and review framework must be based at the national level, many of the challenges that we are facing affect us all and cannot be reduced to the national and regional context. Monitoring, follow-up and review at the global level, with the HLPF as the focal point, is therefore crucial.

We see the HLPF's annual meeting under the auspices of ECOSOC as an opportunity to exchange views and experience among countries based on national progress reports, and also to conduct thematic reviews at the global level. These thematic reviews should reflect the integrated and interrelated nature of the sustainable development goals (SDGs). They could focus on the nexus between goals and targets and draw on the consolidated input of relevant UN platforms which are fed into the HLPF.

We expect that we will need some time before we are ready to conduct a review of the implementation. Therefore, in a first four-year review cycle, governments should be invited to communicate how they translate the SDGs at the national level, including their national commitments, innovative approaches, and multi-stakeholder collaboration. In the subsequent four-year review cycles, governments would be asked to report on their progress in implementation. With this in mind, we support holding the next meeting of the HLPF under the auspices of the GA in 2019 in alignment with the Quadrennial Comprehensive Policy Review (QCPR) cycle.

At the quadrennial HLPF meetings under the auspices of the UN General Assembly, world leaders will need to mobilise action for the implementation of the agenda, informed by policy-relevant evidence-based conclusions of the Global Sustainable Development Report (GSDR) on successes, bottlenecks and new and emerging issues.

Given the important role of the HLPF in the follow-up and review of the implementation of the post-2015 development agenda, we expect a more predictable, inclusive and transparent preparatory process for the Forum moving forward. In our view, it is crucial to come up as soon as possible with a roadmap indicating the key milestones for the HLPF that need to happen for a successful follow-up and review of our commitments towards sustainable development up to 2030.

We also need to ensure that the UN system is ready and able to support countries in implementing the universal and integrated post-2015 agenda. In this regard, we consider that it would be appropriate to call for a UN system-wide strategy to be elaborated at the highest managerial level, such as the Chief Executives Board (CEB), to guide coherent and effective implementation of the post-2015 agenda across the UN system. Guiding elements for such a strategy would be taken up by an enhanced QCPR in 2016.

Ladies and Gentlemen,

The discussion of this year's high-level political forum on sustainable development will be an important contribution to ongoing processes this year. Once again, I confirm Switzerland's commitment to making progress on these challenging issues.

Thank you for your attention.